

## L'ELECTEUR A SES RAISONS, QUE LA RAISON IGNORE

### Rapport pour le Conseil de la souveraineté sur la situation politique du Québec depuis les élections du 14 avril 2003

Commission de stratégie du discours et d'opinion publique

Depuis un an, le Québec vit une situation politique apparemment paradoxale. En avril 2003, la situation économique est bonne, la situation de l'emploi s'est améliorée - particulièrement en régions - et le déficit budgétaire apparaît comme relativement maîtrisé. Pourtant, le Parti québécois ressort comme le grand perdant des élections provinciales de 2003. Alors que les sondages le donnaient largement battu en septembre 2002, puis vainqueur de ces mêmes estimations au début avril 2003, le voici battu au soir du 14 avril. Selon nous, les changements rapides de ces résultats ne sont pas imputables à une défaillance de l'instrument de mesure que représentent les sondages.

Tout porte à croire que sous l'effet de conjonctures particulières, l'électorat s'est polarisé différemment en une courte semaine. Le débat électoral du début avril est souvent avancé pour expliquer le recul du Parti québécois dans l'opinion publique et sa chute dans les urnes. Mais cette raison nous semble d'une part un peu réductrice - car elle accorde une place excessivement importante à un événement ponctuel - et d'autre part, elle est en quelque sorte l'arbre qui cache la forêt. Précisons, par ailleurs, que la défaite du 14 avril n'est en aucun cas la défaite de la souveraineté. Le oui à l'indépendance continue en effet à se situer entre 42 et 47 % dans l'ensemble des sondages d'opinions.

Une série d'études menée par trois membres de la Commission - Pierre-Alain Cotnoir, Pierre Drouilly et Kristoff Talin - montre que les causes de la défaite électorale sont sans doute à rechercher ailleurs que dans le débat télévisé.

- Une analyse des résultats électoraux par zone géographique montre que les zones de faiblesse du Parti québécois se situent particulièrement dans deux d'entre elles. D'une part, le Québec tranquille, défini par l'ensemble des comtés autour de Chaudières-Appalaches, est toujours une zone de grande faiblesse pour l'implantation péquiste et pour l'option souverainiste. D'autre part, la région de la Capitale nationale apparaît comme une zone de fort déficit électoral. Cette simple observation permet de conclure à l'importance - pour ne pas dire à l'urgence - de mener des études approfondies pour mieux connaître les valeurs et

les attitudes qui animent les électeurs de ces régions. Cela permettrait de mieux comprendre comment séduire ces électeurs qui font défaut à la cause souverainiste.

- Une analyse plus approfondie montre que les zones où des fusions municipales ont eu lieu sont particulièrement défavorables au vote péquiste. Ainsi en est-il des résultats du comté de Louise Beaudoin. Alors que les municipalités autour de Saint-Bruno sont plutôt favorables à la ministre sortante, les villes touchées par la fusion lui sont largement défavorables. Il semble donc clair que l'enjeu des fusions a un impact sur le retrait du vote souverainiste et péquiste.
- La faible mobilisation de l'électorat péquiste est l'une des causes centrales de la perte électorale du Parti québécois. Les électeurs classiques du PQ sont en partie restés chez eux le jour du scrutin ce qui a contribué à accroître la défaite. Une des forces du vote souverainiste réside par ailleurs dans la jeunesse de son électorat. C'est bien connu, les jeunes sont l'avenir de la souveraineté... encore faut-il que ces jeunes aillent voter. Un des enjeux primordiaux des trois prochaines années consiste à mobiliser les abstentionnistes - les jeunes en particulier - pour les envoyer voter.

### **Les électeurs s'apparentaient plus à des électrons libres**

En avril 2003, la dimension nationale n'a pas exercé d'attraction sur de larges tranches de l'électorat habituellement polarisées entre souverainistes et fédéralistes, la campagne électorale ayant évacué, à toutes fins pratiques, cette dimension du discours politique.

Ainsi, l'abstentionnisme a-t-il été particulièrement élevé au cours du scrutin du 14 avril 2003 : ce sont près de 250 000 électeurs de moins qu'en 1998 qui se sont présentés aux urnes. Si on prend en compte l'accroissement naturel de l'électorat entre 1998 et 2003, la baisse de la participation implique plus de 430 000 électeurs non-votants.<sup>1</sup>

Une analyse à rebours de la participation électorale au scrutin de 2003 (voir tableau 1), telle qu'admise par les répondants francophones lors d'un sondage mené en mars 2004, révèle que ce sont au sein des constellations des répondants centristes (AUTO C) ou légèrement souverainistes (AUTO S) qu'on trouve les plus forts contingents de répondants affirmant ne pas être allés voter lors du scrutin du printemps 2003 (VOTEPASQ03).

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet l'analyse de Pierre Drouilly publiée dans L'annuaire du Québec 2004, édition Fides.

Tableau 1

		AUTOF+	AUTOF	AUTOC	AUTOS	AUTOS+	
<b>VOTE 14 AVRIL 2003</b>	PLQ03	43%	17%	28%	10%	2%	100%
	PQ03	3%	6%	21%	40%	30%	100%
	ADQ03	19%	17%	<b>35%</b>	<b>25%</b>	4%	100%
	VOTEPASQ03	19%	13%	<b>33%</b>	<b>31%</b>	5%	100%

*AUTOF : fédéralistes – AUTOC : centristes – AUTOS : souverainistes*

Ces données, obtenues a posteriori, doivent toutefois être examinées avec précaution, les électeurs ayant tendance à se remémorer leur comportement électoral passé selon les résultats obtenus lors du scrutin. De plus, l'humeur politique du moment influence également le témoignage qu'ils retiendront de leur comportement politique antérieur. Néanmoins, ces résultats tendent à soutenir le constat que ce sont au sein des groupes d'électeurs souverainistes ou centristes les moins politisés que la quasi-absence d'attracteurs liés à la question nationale s'est fait la plus sentir.

Qui plus est, c'est également au sein de ces deux constellations que le nombre de répondants disant avoir appuyé l'ADQ en avril 2003 (ADQ03) apparaît proportionnellement le plus élevé. À un fort abstentionnisme s'ajoute donc un transfert important d'électeurs vers l'ADQ en provenance de ces constellations.

Le résultat combiné de ces deux facteurs, en l'absence d'enjeux polarisant l'électorat en fonction de la question nationale, a entraîné une chute marquée des appuis qu'aurait dû obtenir le Parti québécois lors de ce scrutin. Malgré des indicateurs au beau fixe, un niveau de satisfaction élevé à l'endroit du gouvernement, une forte popularité du Premier ministre, une situation économique favorable, l'électeur n'a pas opéré le choix rationnel que d'aucuns lui prêtent.

Ces électeurs s'identifiant majoritairement comme Québécois, mais dont la fibre identitaire demeure peu prégnante, sont devenus lors de ce scrutin autant d'électeurs libres s'agitant dans un espace politique où les pôles habituels apparaissaient fort atténués. Pas étonnant alors qu'ils se soient dispersés dans toutes les directions...

L'ensemble des analyses montre donc que les raisons liées à la campagne électorale ne sont pas centrales dans l'analyse de la défaite péquiste, pas plus que la perte de la rationalité des électeurs. Parmi les éléments explicatifs de la défaite électorale il faut donc davantage chercher du côté de l'affect que du côté de la rationalité pour expliquer la défaite péquiste et souverainiste. Il reste trois ans pour mieux connaître l'électorat défailant envers la souveraineté et pour s'intéresser aux systèmes de valeurs qui font vivre et agir ces électeurs.